

L'avenir du commerce extérieur

Par

UMBERTO RICCI

Professeur à la Faculté des Sciences Economiques d'Istanbul.

1. — *La période de transition.*

Nous devons considérer:

I— la période de transition, qui pourrait durer quelques années après la fin des hostilités, et

II— la période ultérieure, dans laquelle, si les auspices seront favorables, une politique mondiale d'expansion, tant industrielle qu'agricole, pourra être envisagée.

Ces deux périodes, d'ailleurs, ne sont pas nettement séparées : l'une glisse imperceptiblement dans l'autre.

Le premier besoin et le plus urgent, aussitôt l'armistice conclu, sera de voler au secours de millions d'hommes affamés : et parmi ces créatures humaines souffrantes, les plus dignes de pitié et de soins sont les enfants, car leur dépérissement signifie la dégénérescence de la race.

La conférence des Nations Unies "sur l'alimentation et l'agriculture", qui a eu lieu à Hot Springs, en Virginie, du 18 mai au 3 juin 1943, s'est justement consacrée à l'étude de la question alimentaire. Le gouvernement des Etats-Unis l'avait convoquée; les représentants officiels de 44 gouvernements ou autorités gouvernementales y assistaient. Le Président *Roosevelt* avait fait l'allocution d'ouverture.

L'acte final de la conférence affirme que: "la première tâche consiste à achever de gagner la guerre et à délivrer des millions de personnes de la tyrannie et de la faim. Pendant la période critique de disette, qui suivra la guerre, on ne peut combattre la famine que par des efforts immédiats et concertés, en vue de régler la consommation, d'augmenter les approvisionnements et de les distribuer de la manière la plus utile".

Cette idée de *distribuer* les approvisionnements, concerne directement notre sujet et, en effet, parmi les différentes résolutions de la conférence, la 24e., se rapportant à la réalisation d'une économie d'abondance, s'exprime comme ci-après: "les droits de douane et autres barrières au commerce international, ainsi que les fluctuations anormales dans le taux des changes, restreignent la production, la répartition et la consommation des denrées alimentaires ou autres produits".

La conférence recommande explicitement aux gouvernements représentés "la réduction des barrières de toute espèce au commerce international et l'élimination de toutes les formes de restrictions discriminatoires."

Un écrivain a tenu à mettre en évidence le changement survenu dans les esprits, en ce qui concerne les problèmes d'après guerre, et cela dans l'espace d'un quart de siècle. Il y a un quart de siècle on parlait de la nécessité "d'entretenir au grand jour des relations internationales fondées sur la justice et sur l'honneur" comme base du nouvel ordre mondial. Aujourd'hui, à ces considérations abstraites, "s'accompagne l'appréciation réaliste de l'importance de certains fondements économiques de la vie, tels que la nourriture, l'habillement, le logement et autres besoins élémentaires des peuples."

D'après d'autres sources, on a appris que les Etats Unis accumulent de grosses provisions à répartir dans la période qui suivra la guerre. Nous pouvons être sûrs qu'aussitôt l'armistice signé, ces provisions commenceront à voyager pour atteindre les groupements de population les plus nécessiteux. C'est un élément auxiliaire du commerce entre pays éloignés — *le transport* — qui entre premièrement en jeu: c'est une *assistance* que l'on exerce, ce n'est pas encore le commerce, dira-t-on.

Les Etats Unis ont démontré en plus d'une occasion qu'ils savent s'inspirer des idées les plus nobles et il est certain qu'il feront tous les efforts pour aider les pays en détresse, mais quand même ils ne peuvent négliger leurs intérêts légitimes, et il est à prévoir qu'une partie des denrées accumulées sera vendue: avec les délais de paiement opportuns.

Et donc c'est un commerce qui commence à se dérouler, même si la contrepartie des premiers envois apparaîtra plus tard.

D'après la conférence, la première tâche de chaque pays est de produire sur place des aliments ayant une valeur nutritive élevée mais qui, étant périssable, doivent être obtenus le plus près possible

dès centres de consommation : tels que le lait et les laitages, les légumes et les fruits, les œufs et la viande. Mais une fois cette priorité fondamentale respectée, les aliments seront produits à l'intérieur du pays ou à l'extérieur, selon les possibilités du sol et du climat : les avantages naturels et économiques de chaque endroit détermineront le système de culture à adopter et les articles à produire. L'«Economist», en commentant ces résolutions, exclame que ce programme est un manifeste pour un plus libre commerce international et pour la division internationale du travail : d'un côté il faut obtenir la production maximum de l'aliment le plus convenable dans l'endroit le plus propice ; de l'autre côté il faut admettre la libre importation des aliments étrangers dans la quantité nécessaire, et à un prix que le consommateur soit à même de payer.

Je me suis un peu étendu sur la conférence de Hot Springs, car une partie essentielle de l'humanité y parlait et exprimait ses vœux. Des résolutions de la conférence se dégagent nettement l'idée que le commerce international doit être le plus efficace et le plus libre que possible : c'est une idée qu'il convient de retenir.

Il est d'ailleurs absurde de supposer que des nations, si avides de recevoir des biens économiques, voudront les empêcher par de hautes barrières douanières, des contingents d'importations et d'autres entraves, de pénétrer dans leur territoire. La seule objection qu'on pourrait hasarder est que les courants de trafic seront dans un seul sens : que les pays désireront de tout recevoir et ne rien donner, voudront importer sans exporter. Mais il est évident que cette hypothèse ne peut pas se généraliser et que tôt ou tard tous les pays devront participer au commerce international.

D'autres besoins devront être satisfaits. La production des tissus en coton et en laine et des objets de vêtement devra reprendre et avec elle le commerce de ce genre de produits. Mais surtout nous devons évoquer le besoin de l'abri. Certains pays ont été dévastés par les bombardements : l'Allemagne, dont les principales villes sont en ruines, l'Italie, endommagée dans plusieurs de ses villes les plus artistiques, et puis la France, les Pays-Bas, les pays balkaniques, la Grande Bretagne elle-même et d'autres pays encore, sans compter les destructions systématiques accomplies en Russie. Des millions d'hommes sont réduits à la mendicité. La tâche de reconstruction sera immense et demandera des années.

On a entendu — soit en Allemagne, soit en Grande Bretagne — le propos de bâtir des maisons plus hygiéniques et plus commodes à

la place de celles détruites. Souhaitons que cela puisse se faire, et pour cela des quantités énormes de matériaux : fer, bois, ciment, devront se transporter et à côté d'eux les mille et un objets constituant l'ameublement.

Le premier signe de la reprise des affaires, après une crise, est de voir dans un pays l'industrie du bâtiment se réveiller, car la reconstruction de nouveaux bâtiments signifie l'encouragement à une foule d'industries complémentaires, devant fournir tous les biens et objets qu'une maison normalement contient.

Ainsi il est évident que la tâche de reconstruire les bâtiments dans les pays dévastés implique la nécessité d'apprêter d'innombrables produits. Ces produits ne sont pas tous créés sur place : le commerce international aura sa part considérable dans la reconstruction.

2.— *Le commerce international dans trois pays importants.*

1) Réfléchissons après à un événement dont les conséquences seront profondes. La Russie, fière de son héroïsme et confiante dans son avenir, se prépare à sortir de l'isolement dans lequel le soupçon d'être encerclée par les puissances capitalistes l'avait enfermée pour un quart de siècle. Ce retour à la vie commune de la part d'un pays qui compte 170 millions d'habitants et occupe le sixième de la superficie de la terre, apportera un nouveau flot de vie dans le commerce international.

Plusieurs pays, les Etats Unis, le Royaume Uni, la Suède et d'autres, ont déjà escompté cet événement. Par exemple nous avons lu dans les journaux que, suivant des experts des Etats-Unis, la Russie a entrepris la reconstruction des terres libérées et après la fin de la guerre reprendra la reconstruction des chemins de fer à l'Est des Ourals, interrompue justement à cause de la guerre; qu'en Russie d'Europe, l'industrie sera réorganisée en employant le matériel le plus moderne : surtout la Russie aura besoin de machines-outils, d'automobiles, d'avions de transports, d'appareils pour raffiner le pétrole, de matériel pour installer des usines. Et dans un grand débat sur la politique économique anglaise, tenu à la Chambre des Lords, à la fin de février dernier, *Lord Woolton*, Ministre de la reconstruction, a déclaré textuellement : « Nous envisageons un commerce immense entre la Grande Bretagne et l'Union Soviétique. Nous espérons obtenir une large part, un très grand accès au marché russe, et

nous espérons que nos alliés soviétiques partageront avec nous les marchés britanniques."

II) Un autre fait nouveau, qui aura des conséquences bien visibles, est l'apparition d'un géant: les Etats Unis. Ivres de victoire, animés d'une irrésistible volonté de vivre et d'affirmer leur primauté dans tous les domaines et sur tous les continents, avec une dotation de matières premières qui semble inépuisable, avec une puissance industrielle prodigieuse, une réserve d'or éblouissante et la première flotte aérienne et navale du monde, il est facile de prévoir qu'ils se lanceront à la conquête de marchés extérieurs et que le commerce international se ressentira de leur intervention.

III) Et on sait qu'en Grande Bretagne des commissions, tant gouvernementales que privées, sont à l'œuvre pour étudier les problèmes d'après guerre et préconisent des mesures pour faire avancer la production et pour renouveler les rapports commerciaux affaiblis ou détraqués par la guerre.

Dans le grand débat à la Chambre des Lords, que je viens de citer, *Lord Woolton* a exclamé: "Je suis arrivé à la conclusion qu'une politique d'expansion économique est la meilleure des politiques pour la Grande Bretagne. Il est essentiel, il est d'une importance vitale, pour l'Angleterre, de maintenir le plein rythme du travail dans nos fabriques. Plus de chômages." Et comme quelqu'un demandait, avec quoi l'Angleterre payera ses importations de matières premières, dont elle a un suprême besoin, on a répondu qu'on les payera avec les exportations. *Lord Addison* a déclaré que l'exportation britannique a des possibilités inouïes et le monde entier demandera le "made in England".

Ces déclarations dépassent la période de transition, mais nous avons expliqué que celle-ci n'a pas un contour bien défini.

Même à Hot Springs, on n'a pas manqué d'affirmer que le problème formidable d'assistance "se fondra avec le problème plus vaste de l'accroissement de la production et de l'élévation de la consommation dans l'ensemble du monde."

3.— *Les moyens de transport.*

Mais est-ce que les moyens de transport suffiront aux besoins du commerce international? Les moyens de transports terrestres feront pendant un certain temps défaut, mais les perspectives sont différentes quant aux transports par voie de mer et d'air qui intéres-

sent d'avantage le commerce international. Le tonnage mondial a été sévèrement endommagé, mais on assure que les constructions courantes des chantiers des Etats Unis, du Royaume Uni et du Canada, prises ensemble, dépassent les pertes courantes des Nations-Unies plus celles des pays de l'Axe; que par conséquent le tonnage mondial a repris à augmenter et probablement, affirmait-on au début de juillet 1943, "si la guerre durera encore deux ans, le tonnage à la fin égalisera celui du début de la guerre". On prévoit que quelques années après la guerre, grâce à l'énorme production américaine, il y aura une grande abondance, presque un engorgement de tonnage: à tel point que le Royaume Uni, qui prévoyait devoir encore construire du tonnage pour son compte dans les premières années d'après guerre pour achever son programme naval, pense déjà à prendre des navires à bail aux Etats Unis, plutôt que de risquer de fabriquer des navires qui deviendront superflus.

Quant à l'aviation, les programmes de construction sont très vastes. Les constructions massives continueront. *Henry Ford* a déjà déclaré: "Je construirai autant d'avions de transport que de camions ou d'automobiles". Plutôt que de craindre une disette de navires aériens, on se préoccupe déjà d'une possible rivalité entre les Etats Unis et le Royaume Uni.

Il paraît que les Etats Unis ne voient pas d'un bon œil la proposition d'une organisation internationale des lignes aériennes, attribuée au Royaume Uni. Les Etats Unis préfèrent, à ce qu'il paraît, réserver à chaque nation la navigation aérienne à l'intérieur et pour le reste ils préconisent la liberté de l'air. Par exemple les avions anglais, en route de l'Angleterre à l'Australie, pourront traverser les Etats Unis, mais ne pourront prendre à bord des passagers à New York pour les descendre à San Francisco ou les transporter de San Francisco à Hawaï.

Je n'ai aucune préoccupation pour ces rivalités: au contraire, mon tempérament d'économiste me porte à sympathiser pour tout ce qui ressemble à la concurrence et à conjurer tout ce qui rappelle le monopole et cela non seulement en économie, mais aussi en politique.

4.— *La stabilisation des changes.*

Il est vain d'espérer la libération du commerce extérieur sans régulariser la monnaie et les changes. Vous ne pouvez penser à importer des marchandises si vous n'avez pas de quoi les payer: à son tour, le producteur étranger ne s'occupera pas d'exporter ses pro-

duits dans un pays ne possédant pas les moyens de les régler. Libre commerce implique libre monnaie et libre change.

Normalement, le cours du change dépend de la somme globale des dettes et de celle des créances qu'un pays a envers les autres.

En mettant en regard les dettes et les créances d'un pays, pendant un année, on a la *balance des comptes*, ou des *payements*.

Si les deux totaux sont égaux, la balance est en équilibre, mais si la balance penche d'un côté ou de l'autre, les cours du change en seront affectés. En effet, si la balance est déficitaire pour un pays, celui-ci devra payer le solde. Par conséquent la monnaie étrangère sera plus demandée qu'offerte et le cours du change tendra à monter. Le cas contraire produit l'effet contraire.

Or, pourquoi un pays a-t-il des dettes ou des créances envers les autres pays? Ou disons mieux: pourquoi les habitants d'un pays ont-ils des dettes ou des créances envers les habitants du reste du globe? La première raison est justement fournie par le commerce international. Si un pays importe des marchandises, il devra les payer et voilà une source de dettes. Si au contraire il exporte, il devra être payé et voilà une source de créances. Ainsi que nous avons mis en regard les deux chiffres globaux des dettes et des créances d'un pays avec les autres, nous pouvons mettre en regard les *seules* dettes et créances dérivant du commerce extérieur: nous avons alors une *balance du commerce*.

Mais la balance commerciale est contenue dans la balance des comptes, car les dettes dérivant du commerce extérieur ne sont *qu'une* catégorie de dettes. Les créances également. Par conséquent il ne faut pas s'émouvoir tout de suite, si la balance du commerce est déficitaire ou, comme on dit, défavorable, puisque le déficit provenant du commerce extérieur peut être compensé par des excédents actifs d'autres catégories et en définitive ce qui décide c'est la balance des comptes.

Quelles sont ces autres catégories possibles? Avant tout: les dettes et créances financières, dérivant des mouvements des capitaux à long et à court terme et, après, celles dérivant des autres exportations dites invisibles et je cite ici celles provenant des services rendus par la marine marchande, les banques, les compagnies d'assurances, ainsi que celles découlant du tourisme.

Le commerce international était déjà réjâ réfréné par les droits de douane très élevés institués par les pays protectionnistes, mais, à partir de 1931, de nouveaux freins avaient fait leur apparition: le

contingemment et le contrôle des changes, que tout de suite on avait cherché d'éviter par des clearings bilatéraux.

Les *clearings* bilatéraux ont la prétention de compenser les dettes qu'un pays a envers un autre, avec les dettes que cet autre a envers lui, ce qui est logiquement impossible — car rien au monde n'assure l'égalité mutuelle des dettes entre deux pays — et donne origine à des excédents de crédits qui restent *gelés*, avec une infinité de désarrois.

Il sera urgent, après la guerre, de remettre en liberté ces pauvres prisonniers que sont devenus les changes. On y pense déjà et le plan présenté par le Ministère des Finances de la Grande Bretagne est le plus simple. Il est appelé par les initiés le *plan Keynes*, parce qu'il a été inspiré par *Lord Keynes*, économiste de renommée mondiale et par surcroît spécialiste éminent en matière de monnaies. ¹⁾

Le problème est universel : tous les Etats sont intéressés à sa résolution, les pays créanciers non moins que les pays débiteurs, car il est évident que si un pays a des créances cela ne lui sert à rien si ses débiteurs n'ont pas de quoi lui payer.

Donc, *Lord Keynes* propose de fonder un organe central s'appelant l'*Union de clearing internationale* : mais on ne doit pas confondre cette Union avec les clearings bilatéraux qui sont aujourd'hui en vigueur : au contraire il est désirable que ces derniers disparaissent. La nouvelle Union est un clearing universel dans lequel les soldes de toutes les balances des comptes sont enregistrés.

Le document original dit (au § 5) que l'Union repose sur une idée simple : "généraliser le principe essentiel de la banque dans un système clos. Ce principe est l'égalité nécessaire entre les créances et les dettes. Si aucune dette ne peut être retirée du système de *clearing*, mais seulement transférée dans son intérieur, l'Union ne peut jamais se trouver en difficulté pour honorer un chèque tiré sur elle. Elle peut faire n'importe quelle avance à n'importe quel de ses

¹⁾ Le document original a le titre suivant : **A proposal for an international Clearing Union.** London 1943, Cmd. 6437. — Dans la préface il dit : "In Parliament on the 2nd February, the Chancellor of the Exchequer mentioned the need, after the war, of an international monetary mechanism which will serve the requirements of international trade... a system in which blocked balances and bilateral clearances would be unnecessary... On the directions of the Government this problem has been under close examination by the Treasury, in consultation with other Departments. The attached paper has been prepared and the Government has decided that it should be published..."

membres avec l'assurance que le produit peut seulement être transféré au compte d'un autre membre."

Le plan envisage l'institution d'une monnaie internationale, le *bancor*. C'est en premier lieu une monnaie *de compte*, car c'est en bancors qu'on ouvre les crédits aux Etats membres et on fait les virements dans les livres de l'Union, mais c'est aussi une monnaie ayant cours légal entre les pays. Sa valeur en or serait déterminée par le Conseil d'administration de l'Union et pourrait être abaissée ou élevée.

L'Union exige que les pays membres laissent en dépôt auprès d'elle tous les excédants de leur balances des comptes. Tous les pays ayant une balance de paiements favorable envers le reste du monde se trouveront en possession d'un compte créditeur dans les livres de l'Union et tous ceux ayant une balance défavorable auront un compte débiteur. Les paiements entre les membres se feront par virements dans les livres de l'Union. On voit ainsi que le nom de Union de clearing est parfaitement approprié.

Le plan applique à chaque pays participant une *cote* déterminant en même temps la mesure de son pouvoir dans la gestion de l'Union (c'est-à-dire le nombre de voix dans le Conseil d'administration) et le montant des avances qu'il a le droit de demander à l'Union. La cote est fixée sur la base du 75 % du chiffre moyen annuel des importations, plus les exportations, pour les trois dernières années d'avant guerre (1936-1938). La valeur annuelle des importations, plus les exportations du Royaume Uni dans la période susdite a été de 1375 millions de livres sterling et pour les Etats Unis a été de 5455 millions de dollars. En tenant compte du cours du change réciproque de la livre sterling et du dollar, la cote du Royaume Uni et celle des Etats Unis seront à peu près égales et par conséquent le pouvoir de ces deux pays dans l'Union sera pratiquement le même et supérieur à celui de tout autre pays.

Un membre peut obtenir qu'une créance en bancor soit enregistrée dans son compte en payant à l'Union une somme correspondante d'or. Mais aucun membre n'est autorisée à retirer de l'or en échange de bancor, puisque les bancor ne peuvent servir que pour les virements.

Si le solde débiteur d'un Etat membre envers l'Union de clearing excède au moins pour deux années le quart de sa cote il pourra réduire la valeur de sa monnaie dans une mesure non dépassant 5 %. Si le solde débiteur excède la moitié de sa cote, l'Union

peut exiger du pays un dépôt d'or en garantie. Ou bien l'Union, à sa discrétion peut demander un dépôt de monnaie nationale ou étrangère ou des fonds d'Etat. Pour consentir au membre une augmentation supérieure à 50 %, l'Union prendra des précautions ultérieures.

En vue d'inciter les pays à prendre des mesures pour équilibrer leurs balances, le plan Keynes propose un droit annuel de 1% sur tous les soldes de compte libellés en bancors, tant créditeurs que débiteurs: en effet, les soldes créditeurs, lorsqu'ils prennent des proportions exagérées, sont une cause de troubles autant que les déficits excessifs.

Certains contrôles sur les mouvements des capitaux sont admis. Les déplacements de la monnaie à courte échéance d'un pays à l'autre — tout de suite après la faillite de la *Kredit-Anstalt* de Vienne — avaient atteint une proportion pathologique et était une cause de déséquilibre monétaire international. Les Anglo-Saxons avaient inventé une phrase efficace pour désigner ces masses de monnaie qui fuyaient précipitamment d'un pays à l'autre, aussitôt que le danger d'une dévaluation monétaire ou de troubles politiques se dessinaient dans le premier: ils l'appelaient *hot-money*, monnaie brûlante. Evidemment le plan Keynes n'admet pas que la *hot-money* puisse revivre et personne ne s'en plaindra.

Autre question importante est la fixation de la parité entre le bancor et chaque monnaie nationale. Or sur ce point délicat aucune règle n'est encore établie et certes il y aura des difficultés considérables pour déterminer, dans les conditions d'après guerre, le niveau normal des monnaies nationales.

Commentant le plan britannique, *Lord Keynes* déclare: "Nous créons une monnaie universelle; nous nous assurons qu'elle existera en quantité suffisante; nous la répartissons d'une manière équitable entre les pays du monde; nous prenons toutes les précautions possibles pour empêcher l'imprévoyance d'une part et l'accaparement d'autre part. Il est évident que dans ces conditions nous exerçons une action très puissante en faveur de l'expansion du commerce et des richesses du monde, et pour la suppression de certaines causes désastreuses du ralentissement de la vie économique et de la misère."

5.— *Le plan américain.*

En même temps que *Lord Keynes* préparait son plan, le Docteur *Harry D. White*, Directeur des recherches monétaires à la Trésorerie des Etats Unis, rédigeait un autre plan pour la création d'un "fonds

de stabilisation des Nations Unies et associées." Quoique se proposant le même but, le plan White est beaucoup plus rigide que le plan Keynes. ¹⁾

Les Etats Unis ne sont pas expansionnistes et ne se contentent pas d'ouvrir des crédits dans leurs livres. Ils exigent la formation préalable d'un fonds commun d'au moins 5 milliards de dollars, constitué par des versements que chaque pays membre ferait en or, en devises nationales ou en ses propres fonds d'Etat. La cote de chaque pays serait déterminée par une formule fondée sur les réserves en or et en devises étrangères du pays, son revenu national et les fluctuations de sa balance commerciale, et par conséquent la voix prépondérante appartiendrait aux Etats Unis. Toutefois il est établi qu'aucun pays ne disposera de plus du 1/5 des voix.

Le plan White propose une monnaie de compte, l'*Unitas*, ayant la valeur de dix dollars, d'après la teneur en or actuelle.

Au mois d'Août 1943, les experts anglais et américains se sont réunis à Washington mais ils n'ont pas réussi à se mettre d'accord. La proposition américaine que chaque pays membre commence par verser au compte, une quantité d'or égale à moitié de sa cote, est carrément définie par l'"Economist" comme une pure fantaisie ²⁾, et cette revue, dont l'importance pourrait difficilement être exagérée, envisage de remplacer un accord universel par des accords de groupe de nations. Cette conclusion n'est pas encourageante, mais elle n'est pas définitive, et il est réconfortant de savoir que le problème de la régularisation des changes est posé et que plusieurs gouvernements sont à l'œuvre pour le résoudre.

6.— *Prévisions lointaines.*

Si en guise de conclusion nous essayons de jeter un regard vers un avenir plus lointain, nous ne voyons qu'un brouillard épais. Ou, pour sortir de métaphore, nous réalisons trois groupes de causes, qui rendent incertain tout pronostic.

1) En premier lieu les possibilités du commerce international dépendront de la configuration politique du monde. Sur ce sujet épi-

¹⁾ United States Proposals for a United and Associated Nations Stabilization Fund. April 1943.

²⁾ Toutefois l'"Economist" a mitigé ensuite sa critique en reconnaissant que, d'après le plan des Etats Unis, si un pays a des réserves en or insuffisantes il est has decided that it should be published..."

neux je n'oserais pas m'aventurer. Je ferai une réflexion. On se donne beaucoup de peine dans les journaux pour déceler et enfler tout désaccord entre les Alliés et pour prophétiser de nouvelles guerres devant éclater tout de suite après la cloture de la guerre présente. Mais pour mon compte je ne puis imaginer que des nations ensanglantées et dévastées auront la force et l'envie de reprendre si tôt les carnages et les destructions. Et, quant aux différends pacifiques, je ne les crains pas : à mon avis, un système de poids et de contrepoids, formé par un ensemble de puissances, est toujours préférable à la domination incontestée et universelle d'une seule puissance.

II) En second lieu, le déroulement d'un calme et libre commerce international demande que des désordres intérieurs ne viennent pas bouleverser la société. Mais depuis des dizaines d'années les aspirations des réformateurs ont pénétré la conscience collective. Aujourd'hui tout le monde est prêt à admettre que les inégalités économiques doivent diminuer, que les assurances sociales doivent se généraliser, que le niveau de vie des classes humbles de la population doit s'élever. Les gouvernements conservateurs marchent à la rencontre des gouvernements démocratiques : les propos des uns rivalisent avec ceux des autres pour satisfaire les besoins des peuples. C'est un bon signe.

III) En troisième lieu le développement du commerce international est étroitement lié au genre d'idéologie en vigueur concernant les relations d'échange entre les habitants de nations différentes. Dans la deuxième moitié du siècle passé, l'idéal du libre échange avait conquis le monde. Dans ce siècle l'idéologie contraire, celle du contrôle de l'Etat, s'est de plus en plus affirmée jusqu'à déboucher dans le programme de l'autarcie. Evidemment, l'autarcie nationale est la négation du commerce international. Mais au point de vue strictement économique, les limitations fatales de l'autarcie, et son énorme coût, ont ouvert les yeux à plusieurs de ces prosélytes. Et au point de vue politique un gouvernement qui proclame pour son pays la nécessité de l'autarcie, ne fait que révéler son intention de se préparer à la guerre. Or il y a des symptômes favorables au commerce international. Aux Etats Unis, ancienne forteresse du protectionnisme, on entend depuis 1934 un nouveau langage. La liberté du commerce international a trouvé en *Cordell Hull* un partisan indomptable. De ce côté donc la probabilité d'un succès ne doit pas être écartée *à priori*.

Aux guerres napoléoniennes suivit la durée d'un siècle dans lequel une paix relative, une liberté substantielle de l'individu, un progrès technique, économique et social presque ininterrompu embellirent la vie humaine. Aux deux guerres mondiales — dont la deuxième n'est en somme que la prolongation de la première — pourrait succéder une période encore plus longue, où les conflits entre Etats, les luttes entre classes sociales, l'aversion contre le commerçant qui apporte de loin ses marchandises auront été absentes. Les horreurs et les misères que nous souffrons aujourd'hui auront fait place au rétablissement de la richesse et au refleurissement de la civilisation. L'inventivité humaine aura continué à répandre ses bienfaits sans l'accompagnement de résultats dangereux et odieux.

Au fond, tout ce que les humains ont détruit, ce sont eux-mêmes qui l'avaient produit. Ce seront encore les humains qui pourront réédifier tout ce qu'ils ont abattu. Tel est tout au moins mon espoir et mon vœu.

Appendice: Les accords de Bretton Woods.

7. — *La Conférence de Bretton Woods.*

Le discours qui précède a été prononcé dans une salle de l'Université d'Istanbul le 28 mars 1944. Depuis, plusieurs événements se sont produits, dont le plus important, pour nous, a été la conférence monétaire de Bretton Woods en New Hampshire aux Etats-Unis.

Cette Conférence (*United Nations Monetary and Financial Conference*), convoquée par le Président *Roosevelt*, fut ouverte le 1er juillet 1944 avec l'intervention de 44 Etats. Elle eut comme Président *Mr. Henry Morgenthau*, Secrétaire des Finances (*Secretary of the Treasury*) et Chef de la Délégation des Etats-Unis. Certainement lui et *Lord Keynes*, Président de la délégation du Royaume Uni, furent les personnages marquants dans la Conférence. Celle-ci dura jusqu'au 22 juillet et, après des discussions parfois animées, fut unanime à approuver deux documents, qui devront être ultérieurement soumis à la ratification des Gouvernements et portent sur la création de deux institutions nouvelles, le *Fonds monétaire international* (*International Monetary Fund*) et la *Banque internationale pour la*

Reconstruction et le Développement (International Bank for Reconstruction and Development) ¹⁾.

Dans son discours de clôture, *M. Morgenthau* a mis en évidence les résultats de la Conférence. La renaissance du commerce international, dit-il, est subordonnée aux deux conditions suivantes :

1) Une raisonnable stabilité des changes. "C'est l'alternative aux tactiques désespérées du passé : la course aux dépréciations des monnaies nationales ; les tarifs douaniers excessifs ; la création de différents types de monnaies, devant servir à différents types des transactions avec l'étranger ; les restrictions non nécessaires aux échanges". Le *Fonds* monétaire international vise à atteindre ce premier but.

2) Une aide financière à long terme et à des taux raisonnables devrait être accordée aux pays dont l'industrie et l'agriculture ont été *détruites* par l'invasion ennemie. Egalement une aide devrait être accordée aux pays dont l'industrie et l'agriculture sont susceptibles d'un *développement* qui les mettra en mesure d'augmenter leur participation au commerce international. La *Banque* internationale pour la reconstruction et le développement est justement faite pour satisfaire ces désirs.

8. — *Le Fonds monétaire international.*

Passons maintenant à résumer les deux accords conclus à Bretton Woods.

Le *Fonds*, dit l'Art. 1 du premier Accord, est une institution permettant la *consultation* et la *collaboration permanente* des Etats sur les problèmes monétaires internationaux. Le *Fonds* facilitera l'établissement d'un système *multilatéral* de paiements, combattra les *restrictions* dans le domaine des changes et en même temps favorisera la *stabilisation* des changes et préviendra leur dépréciation compétitive, facilitera l'*expansion du commerce international*. Cette expansion permettra la réalisation de niveaux élevés d'*emploi*, ainsi que le développement des *ressources productives* de tous les membres.

Tels sont les propos déclarés dans cet Art. 1, qui ne pouvait pas dresser un tableau plus séduisant des avantages du commerce international et des manières aptes à les réaliser.

¹⁾ Voir la brochure : *Articles of Agreement, International Monetary Fund and International Bank for Reconstruction and Development* ; éditée par la U. S. Treasury, Washington 1944.

Chaque pays représenté à la Conférence, pourvu que son Gouvernement signe l'Accord jusqu'au 31 décembre 1945, devient un membre *originaire* du Fonds. Le Fonds déclarera en quel temps et sous quelles conditions les autres pays pourront devenir membres.

A chaque membre est assignée une *cotisation*. Les cotisations les plus considérables, rangées par montants décroissants, sont, en millions de dollars des Etats-Unis, les suivantes :

1. Etats-Unis d'Amérique	2750
2. Royaume-Uni	1300
3. Union Soviétique	1200
4. Chine	550
5. France	450
6. Inde	400
7. Canada	300
8. Pays-Bas	275
9. Belgique	225
10. Brésil	150

Le total des cotisations des 44 Pays se chiffre à 8800 millions de dollars. Chaque membre doit souscrire une somme égale à sa cotisation et doit la verser en entier dans le temps qui est spécifié dans l'Accord. Chaque membre doit payer en *or* au moins la plus petite des deux sommes suivantes :

a) 25 % de sa cotisation, b) 10 % du montant officiel net de ses fonds en or et en dollars à une date qui lui sera communiquée. La somme restante sera réglée en monnaie nationale.

La valeur au *pair* de la monnaie de chaque membre sera exprimée en or ou en dollars des Etats-Unis du poids et de la teneur du 1er juillet 1944. Le Fonds prescrira une marge au dessus et au dessous de la valeur au *pair* pour les transactions en or des membres. Pour les taux des changes une marge est aussi prévue.

Lorsque le Fonds est d'avis que bientôt il pourra commencer les opérations de change, il exigera que les membres lui communiquent la valeur au *pair* de leur monnaie, basée sur le taux des changes prévalant au 60ème jour avant l'entrée en vigueur de l'Accord.

Mais si le Fonds ou le membre dans un certain délai ne sont pas satisfaits de cette parité, ils peuvent se mettre d'accord sur une autre parité.

Lorsque la parité de la monnaie d'un membre a été fixée, le membre pourra acheter du Fonds les monnaies des autres pays.

Une *variation* dans la *parité* d'une monnaie nationale ne peut se faire que sur la proposition du membre concerné et après consultation du Fonds, qui accepte si la variation proposée, additionnée aux variations précédentes éventuelles, ne dépasse pas 10 % de la parité initiale. Pour des variations supérieures, de nouvelles prescriptions sont édictées.

Mais la *valeur en or* des avoirs du Fonds sera maintenue, notwithstanding les changements dans la valeur au pair de la monnaie d'un membre, et cela dans une des deux manières suivantes :

1) Le membre paiera au Fonds un montant de sa propre monnaie égal à la *réduction* de la valeur or de sa monnaie détenue par le Fond.

2) Le Fonds rendra au membre un montant de sa monnaie égal à *l'augmentation* de la valeur or de sa monnaie détenue par le Fonds.

Un membre aura le droit d'*acheter* la monnaie d'un autre membre, en échange de sa propre monnaie, sous réserve des conditions suivantes :

1) le membre déclare qu'il a besoin de cette monnaie pour faire des paiements compatibles avec l'Accord.

2) la monnaie désirée n'est pas devenue *rare* (voir après).

3) les achats proposés ne font pas augmenter les avoirs du Fonds (en la monnaie du membre acheteur) de plus de 25 % de sa cotisation durant la période des douze mois finissant à la date de l'achat, ni les amènent à dépasser le double de sa cotisation.

Certaines précautions sont prévues pour éviter les transferts exagérés des *capitaux*, pouvant porter préjudice au Fonds. En outre des mesures sont édictées, si le Fonds estime que la *rareté* d'une monnaie particulière va se produire. Ces mesures peuvent arriver jusqu'à une déclaration formelle que cette monnaie est *rare* (*scarce*). Une telle déclaration autorise le Fonds à rationner cette monnaie — c'est-à-dire à partager ses avoirs en cette monnaie en tenant compte des besoins relatifs des membres — et autorise tout membre à imposer temporairement des limitations à la liberté des changes en monnaie rare.

Le *siège* du Fonds sera à New York. L'accord dit textuellement (Art. XIII, Section I) : "L'office principal du Fund aura son siège sur le territoire du membre ayant le plus grand contingent. Des succursales et agences pourront être établies sur le territoire des autres Etats-membres".

Le fonds aura un Conseil des Gouverneurs ("Board of Governors"), des Directeurs administratifs ("Executive Directors"),

un Directeur général ("Managing Director") et un personnel. Chaque membre nommera un Gouverneur. Leur conseil choisira un des Gouverneurs comme Président.

Le comité des Directeurs comprendra non moins de 12 directeurs, dont 5 seront nommés par les 5 membres ayant les plus grandes cotisations (Etats-Unis, Royaume Uni, Union Soviétique, Chine et France). 2 seront élus par les Républiques de l'Amérique latine, 5 par le reste des Etats.

Les directeurs administratifs choisiront un Directeur général qui ne doit être ni Gouverneur ni Directeur administratif. Il est Président du comité des directeurs, qui peut cependant le révoquer; c'est au Directeur général à nommer le personnel dont il est le chef.

L'Accord entrera en vigueur lorsque il aura été signé par un nombre de gouvernements ayant 65 % du total des contingents; lorsque chaque gouvernement aura déposé chez le gouvernement des Etats-Unis un instrument établissant son acceptation de l'Accord, et en aucun cas l'Accord n'entrera en vigueur avant le 1er juillet 1945.

9. — *Banque internationale de Reconstruction et de Développement.*

La fonction principale de la Banque sera la garantie des emprunts consentis par des institutions privées de prêts pour des travaux de reconstruction ou de développement. Les travaux doivent avoir eu l'approbation de la Banque. Subsidiairement la Banque peut consentir des emprunts directs.

Les membres originaires de la Banque seront les Membres du Fonds monétaire international ayant accepté avant le 31 décembre 1945, mais ensuite les autres pourront aussi devenir membres de la Banque.

Le capital de la Banque sera de 10 milliards de dollars, divisés en 100.000 actions de 100.000 dollars. Chaque membre doit souscrire au moins le nombre d'actions indiqués dans un annexe. Voilà les chiffres les plus élevés de l'annexe (en millions de dollars) :

Etats-Unis	3175
Royaume Uni	1300
Union Soviétique	1200
Chine	600
France	450
Inde	400
Canada	325

Le paiement sera fait en or, en dollars ou en monnaie du membre dans les proportions et modalités indiquées dans l'accord.

Le siège de la Banque sera dans le pays ayant le plus grand nombre d'actions. L'organisation de la Banque est parallèle à celle du Fonds: toutefois, des douze directeurs, cinq seront nommés respectivement par les cinq pays ayant le plus grand nombre d'actions, et sept par une réunion de Gouverneurs de laquelle les cinq Gouverneurs des pays ayant déjà un directeur seront exclus.

Il est intéressant de noter que l'*Economist*, qui, à plusieurs reprises, n'a pas caché ses perplexités quant à la possibilité de vie du Fonds international, se montre moins sceptique quant à la Banque. "Elle représente l'espoir d'un retour à l'aide mutuelle, à la santé économique et à l'honnêteté politique, comme étant les principes de l'ordre mondial" (9 septembre 1944, page 354). Il pense qu'elle pourra jouer un rôle, même si les accords sur le Fond monétaire n'étaient pas ratifiés par les Etats-Unis ou le Royaume Unis "as might happen" (page 355).
